



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1997/13
6 janvier 1997

ORIGINAL : FRANÇAIS

LETTRE DATÉE DU 6 JANVIER 1997, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL
DE SÉCURITÉ PAR LE CHARGÉ D'AFFAIRES PAR INTERIM DE LA MISSION
PERMANENTE DU ZAÏRE AUPRÈS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire part de la position de la République du Zaïre sur la non-exécution de la résolution 1080 (1996) du Conseil de sécurité en date du 15 novembre 1996, créant la Force multinationale à déployer à l'est du Zaïre.

Je vous serais très reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Ministre Plénipotentiaire,

Représentant permanent adjoint

(Signé) Lukabu Khabouji N'ZAJI

ANNEXE

Position du Gouvernement de la République du Zaïre sur la
non-exécution de la résolution 1080 (1996) du Conseil de
sécurité en date du 15 novembre 1996

1. Le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté le 15 novembre 1996 la résolution 1080 (1996) demandant notamment le déploiement d'une force multinationale dotée d'un mandat humanitaire en vue de créer des corridors sécurisés pour ramener les réfugiés rwandais chez eux et apporter à ces derniers ainsi qu'aux personnes déplacées et aux populations locales affectées par la guerre les aides humanitaires nécessaires.

2. Avant l'adoption de cette résolution, le Gouvernement de la République avait insisté pour que la Force multinationale ne soit pas dotée seulement d'un mandat humanitaire mais aussi juridique et politique pour couvrir tous les aspects de la crise, et notamment :

a) L'agression contre le Zaïre et la violation de son intégrité territoriale;

b) La violation des frontières internationalement reconnues du Zaïre par le Rwanda, le Burundi et l'Ouganda.

3. Le Gouvernement de la République du Zaïre a estimé par ailleurs, que :

a) La Force multinationale ne devrait pas, sous le couvert de l'humanitaire, traiter avec les agresseurs ni avec les administrations illégalement établies par ces derniers au Nord-Kivu et au Sud-Kivu, au risque de conforter cette violation de l'intégrité territoriale de notre pays;

b) Le quartier général de la Force multinationale devait être basé au Zaïre et non en Ouganda;

c) L'aide humanitaire destinée aux réfugiés devrait être acheminée dans leurs pays d'origine.

4. Un comité directeur de la Force multinationale a été mis en place pour gérer les aspects politiques sur le terrain, à l'est du Zaïre, sans aucun fondement juridique clair. Il comprenait notamment des pays qui avaient contribué à l'agression contre le Zaïre.

Cependant, le Conseil de sécurité n'a pas cru devoir prendre en compte les préoccupations du Gouvernement de la République du Zaïre concernant le mandat politique de la Force multinationale.

5. Bien que le Général Maurice Barril ait été désigné pour commander la Force multinationale et que certains pays aient accepté d'envoyer leurs éléments pour la constitution de ladite Force, le Gouvernement de la République du Zaïre note à ce jour que :

/...

a) Celle-ci n'a pas été déployée, peut-être à la suite de son refus d'accepter que le quartier général de la Force multinationale soit basé à Kampala;

b) Le Commandant Maurice Barril a pris contact avec les agresseurs et leurs administrations illégales installées à Goma et à Bukavu et cette démarche a été suivie par des ONG et autres organismes humanitaires;

c) Aucun corridor sécurisé n'a été constitué pour ramener les réfugiés chez eux;

d) La politique d'assistance humanitaire aux populations affectées par la guerre, organisée de façon disparate et confuse, n'a pas atteint ses objectifs;

e) Pour décourager le déploiement de la Force multinationale, le Rwanda a attaqué, au mépris de toutes les conventions internationales en la matière, le camp de réfugiés de Kibumba au Nord-Kivu à l'effet de les ramener au Rwanda et de déclarer par la suite l'inopportunité du déploiement de cette Force, ces réfugiés étant rentrés chez eux sous les phares des médias internationaux à cet effet mobilisés;

f) Sur base de toutes ces considérations dénuées de fondement, ainsi que des rapports du Général Maurice Barril et du Comité directeur de la Force multinationale, appuyés par certains pays, dont le Canada, il a été mis fin au déploiement de la Force multinationale avant même que la résolution n'ait connu un début d'application.

6. Or, la réalité sur le terrain démontre que les problèmes qui avaient motivé l'adoption des résolutions 1078 (1996) et 1080 (1996), à savoir ceux des personnes déplacées, des populations affectées par la guerre et des réfugiés, ont survécu au non-déploiement de la Force multinationale, sans être résolus.

7. En effet, avant l'adoption des résolutions ci-dessus, le HCR évaluait le nombre des réfugiés au Zaïre à 1,2 million – ce qui a du reste toujours été contesté par les autorités zaïroises. Si l'on considère que 500 000 à 600 000 réfugiés sont retournés au Rwanda, selon les propres déclarations du Gouvernement Rwandais, il faut donc considérer qu'il en reste entre 700 000 et 600 000 au Zaïre! Ce qui est largement inférieur aux estimations faites par les autorités zaïroises qui évaluent le nombre des réfugiés à plus de 800 000.

8. Compte tenu de ce qui précède, le Gouvernement de la République du Zaïre considère que :

a) Il appartient au Conseil de sécurité de réévaluer la situation sur le terrain et de prendre les mesures nécessaires pour y faire face, étant donné que la confusion actuelle est la conséquence de la manière dont l'Organisation des Nations Unies a géré l'application de la résolution 1080 (1996) et que les problèmes ayant motivé l'adoption de cette dernière restent entiers;

b) Il est déconcertant de constater que la décision de mettre un terme au déploiement de la Force multinationale a été prise par échange de lettres, dans

/...

le cadre d'une réunion officieuse du Conseil de sécurité et que la réunion officielle devant l'entériner ne se soit jamais tenue!

c) La non-exécution de la résolution 1080 (1996) favorise la constitution de facto de nouveaux camps de réfugiés, ce que le Gouvernement zaïrois n'accepte pas.

9. En tout état de cause, en ce début de l'année 1997, les priorités du Gouvernement zaïrois consistent à :

a) Parachever le processus de démocratisation, en respectant les échéances électorales;

b) Conduire l'effort de guerre pour supprimer l'obstacle principal à l'organisation des élections et recouvrer l'intégrité du territoire national, au Nord-Kivu et au Sud-Kivu.

10. Le Gouvernement de la République du Zaïre affirme par ailleurs :

a) Qu'il n'entamera aucune négociation directe ou indirecte avec les agresseurs et encore moins avec leurs complices zaïrois, tant qu'une partie du territoire national sera occupée;

b) Que l'intégrité territoriale, la question de la nationalité et l'inviolabilité des frontières internationalement reconnues du Zaïre ne sont pas négociables;

c) Qu'il ne pourrait envisager de traiter de la sécurité, de la circulation des personnes et des biens, du bon voisinage et de la stabilité dans la région des Grands Lacs qu'après le retrait de toutes les forces étrangères d'occupation.

Le Vice-Premier Ministre,

Ministre des affaires étrangères

(Signé) Gérard KAMANDA wa KAMANDA
